CONFÉDÉRATION DES PME

1er février 2023

RETOUR GROUPE 1 « ORIENTATION ET FORMATION »

Format et retour :6000 caractères maximum au total, espaces compris à transmettre pour le 2 février au plus tard

•Comment donner envie au public de collégien(ne)s, lycéen(ne)s et étudiant(e)s en supérieur court de s'inscrire dans un parcours complet de l'enseignement agricole (professionnel, technologique, général et supérieur), soit un cycle d'au moins deux années ?

L'intérêt des jeunes publics de collégiens, lycéens ou étudiants de s'inscrire dans le cadre d'un cursus complet de l'enseignement agricole questionne l'attractivité de l'ensemble de la chaine alimentaire (agriculteurs/transformateurs/commerçants). Il interroge la compétitivité, la capacité à créer de la valeur ajoutée et à la redistribuer équitablement entre les acteurs de filière Pour rendre possible la souveraineté alimentaire dans notre pays.

Il s'agit également d'assurer une cohérence entre les initiatives existantes (programme sur l'attractivité des métiers, l'adaptation de l'enseignement agricole aux attentes de l'industrie agroalimentaires …) et les nouvelles initiatives emportant un nouveau public (collégien(ne)s, lycéen(ne)s et étudiant(e)s en supérieur).

Tout d'abord, pour redonner envie à ce public, il est nécessaire de redonner une image positive du secteur. L'ensemble de la filière alimentaire (amont/aval) est pénalisé par la mauvaise connaissance de ces métiers par le public et les jeunes. Il en résulte que des postes demeurent vacants faute de candidats au profil adapté. En effet, si certains métiers ne rencontrent pas de difficultés de recrutement, d'autres souffrent de leur manque d'attractivité ou de notoriété (notamment pour les petites structures et les entreprises pourtant innovantes mais non connues du grand public), alors même que les besoins existent au sein des entreprises et que des postes sont à pourvoir.

Plusieurs propositions peuvent être envisagées :

- Adapter et /ou renforcer les actions de communication précoces et régulières intégrées aux enseignements (via une communication positive du secteur auprès de tous les publics).Communiquer à l'aide d'outils plébiscités par les jeunes publics pour coller au plus près des réalités des métiers du secteur (TIK TOK et plateforme WILBI créée par une start up). Outiller les conseillers d'orientation sur les métiers émergents et innovants et rompre avec l'image selon laquelle l'enseignement agricole serait « une voie de garage ». Il faut davantage insister sur le sens premier des métiers de la filière : « nourrir » les hommes.
- Renforcer la visibilité des industries agroalimentaires par des événements lors de la Semaine de l'Industrie (notamment pour les plus petites structures) en travaillant plus étroitement avec les enseignants et les écoles dédiées.
- Recenser les soutiens existants (taxe d'apprentissage, initiatives directes, etc.) et influencer leur fléchage au profit des métiers.

Comment donner envie à celles et ceux (des lycées généraux, ou en cursus autres qu'en enseignement agricole et adultes en emploi ou non) de se réorienter vers ces métiers de l'agriculture et de l'alimentation, forts de leur bagage initial hors de ces secteurs ?

Les compétences nécessaires à l'exercice du monde agricole et alimentaire sont de plus en plus exigeantes : compétences techniques en fonction de filière, logistiques, réglementaires, numériques … Les formations dispensées pour l'acquisition de ces compétences doivent donc être davantage valorisées et plus intégrées avec encore plus de qualifications. Il faut davantage insister sur le fait que le secteur agricole et alimentaire est un immense domaine qui a besoin de compétences spécifiques agricoles et agroalimentaires mais doit également apprendre de profils divers, à teneur plus commerciales ou gestionnaires.

Par ailleurs, notre pays souffre davantage d'un échec d'orientation que d'un échec scolaire. Les parents, mais aussi le corps professoral, hésitent encore à orienter les élèves vers les filières professionnelles, perçues comme des voies de garage. Il est donc nécessaire d'établir de véritables passerelles entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel ce qui mettrait fin à ce cloisonnement préjudiciable à tous. Il faut en conséquence plus d'équivalence entre les diplômes des différents ministères, davantage de passerelles.

Il est essentiel de ne pas opposer les filières mais au contraire de valoriser les complémentarités.
La souveraineté alimentaire doit être un des enjeux de notre pays. Il est essentiel de communiquer sur le fait que les filières d'enseignement qui mènent aux métiers qui la rendent possible sont multiples et complémentaires

Comment donner envie aux femmes ou aux hommes actifs agricoles d'aller vers la formation professionnelle continue pour répondre aux enjeux de transition ?

Le développement de la formation professionnelle continue des actifs agricoles pose la question des moyens financiers à mettre en œuvre. Elle questionne la prise en charge des frais pédagogiques, du temps disponibles et de l'adéquation de la formation. Pour y répondre, nous proposons :

- La réintroduction de la mutualisation au sein des OPCO pour toutes les entreprises de 50 salariés à 299
- Des financements complémentaires pour les formations agricoles et agroalimentaires répondant aux enjeux de transition
- Des incitations à se former à distance ou en situation de travail lorsque c'est pertinent
- Donner les moyens aux dirigeants de se former davantage aux enjeux de transition (numérique, égologique, climat…)

Plus globalement, le secteur est jugé peu attractif. Il est nécessaire de mieux identifier les causes de ce problème (ruralité, niveau de rémunération, précarité) et de dégager des solutions (par exemple, en déployant des mécanisations (robotisations) permettant de moderniser l'outil de production agricole et agroalimentaire français afin de maîtriser les coûts de production et de diminuer l'usure professionnelle via un soutien à l'investissement et ou à des mécanismes d'incitation des équipementiers pour appuyer le développement de prototype ou d'outils de mécanisation innovants).

Enfin, du fait du caractère saisonnier, il serait important de conserver le dispositif des travailleurs détachés pour les métiers en tension et d'adapter le système de bonus-malus pour les contrats courts, essentiels du fait de la saisonnalité des productions agricoles.